

Questions orales

pêches. Pourquoi n'a-t-il reçu aucune assurance en ces termes?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je viens tout juste d'aviser le chef de l'opposition de l'attitude constructive qu'adoptait le président du gouvernement de l'Espagne. On a retrouvé cette attitude d'ailleurs chez le vice-président de la Communauté européenne, M. Marin, la semaine dernière. Cela nous permettra d'entamer un processus réaliste qui va favoriser la protection de cette richesse importante au Canada.

Je pense que mon ami saurait fort bien que l'on ne peut pas régler le problème du jour au lendemain. Mais l'attitude du président Gonzalez sera un élément des plus positifs dans le règlement ultime de ce problème qui persiste maintenant depuis trop longtemps au Canada.

[Traduction]

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre devrait savoir qu'il y a crise dans la région de l'Atlantique et qu'elle concerne le secteur de la pêche. Des villes entières s'immobilisent, des pêcheurs et des ouvriers des usines de transformation du poisson perdent leur emploi et pourtant, le gouvernement continue de laisser les flottes étrangères épuiser nos stocks de poisson.

Il n'est pas toujours clair que les pays concernés comprennent tout le tort que leurs pêcheurs causent à notre économie.

• (1420)

Le premier ministre va-t-il, à tout le moins, réclamer des pourparlers directs permanents avec l'Espagne, afin de parvenir à un règlement rapide du problème de la surpêche par les flottes étrangères? Il affirme que cette question est en souffrance depuis trop longtemps. Pourquoi ne profite-t-il pas de la visite au Canada du président de l'Espagne pour régler le problème?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, que veut donc que je fasse le chef de l'opposition—que je le fasse arrêter?

Des voix: Lui parler.

M. Mulroney: Il me demande de lui parler. C'est exactement ce que nous faisons. Nous obtenons certains résultats en parlant aux intéressés directement et sans ménagement, mais il n'a pas été question, contrairement à ce qu'on a déjà proposé dans cette enceinte dans le passé, que le gouvernement canadien emploie des moyens militaires, afin d'éloigner les flottes étrangères du golfe.

Cette pêche se déroule à l'extérieur de la limite des 200 milles. Le gouvernement fédéral défend avec véhémence la question de conservation à l'extérieur de cette limite. Nous tentons, en faisant preuve de beaucoup de circonspection, de convaincre tous les membres de la Communauté européenne, la Commission elle-même et le président de l'Espagne que, manifestement, la Communauté européenne doit accepter les termes du traité de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra assurer la conservation des ressources et faire en sorte que tous les intéressés, et en particulier les pêcheurs canadiens, puissent continuer à prendre du poisson.

Cependant, le chef de l'opposition sait pertinemment qu'il faut procéder exactement comme nous le faisons à l'heure actuelle plutôt que d'user d'une diplomatie appuyée par la force armée, comme l'a proposé un parti qui est loin d'avoir les armes nécessaires.

* * *

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le secteur privé ainsi que les consommateurs du Canada comprennent très bien les problèmes reliés à la TPS. La question que je veux poser au ministre des Finances est celle-ci: Est-ce que le gouvernement reconnaît maintenant le cauchemar administratif qui va en résulter si la TPS est imposée tel qu'il est proposé par le gouvernement? Est-ce que le ministre des Finances est maintenant prêt à admettre dans cette Chambre qu'il est en train de changer les modalités pour la perception de la TPS?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je rejette l'expression utilisée par le député. Nous avons déclaré à plusieurs reprises que nous continuons à chercher divers moyens de simplifier le processus, en particulier pour les petites entreprises.

Nous avons mis en place deux moyens de simplifier les pratiques comptables. Nous avons des méthodes permettant aux petites entreprises de payer moins fréquemment que les grandes entreprises. Nous avons prévu des moyens pour que les petites entreprises puissent réduire le coût du matériel de point de vente, comme les caisses enregistreuses. Nous avons établi un formulaire d'une seule page pour la TPS. Nous étudions plusieurs autres